

Mme MacInnis: Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question d'une autre façon? Étant donné que la hausse dans l'indice du prix des fruits et légumes frais est très marquée et que ces produits entrent nécessairement dans un bon régime d'alimentation, le gouvernement prendra-t-il certaines mesures concernant ces produits?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de signaler à la représentante, que l'indice du prix des denrées est inférieur à ce qu'il était il y a un an.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RÉFUGIÉS PAKISTANAIS EN INDE—L'ENVOI D'INFIRMIÈRES CANADIENNES—LA PÉNURIE D'ANTIBIOTIQUES

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, le 9 juin dernier, comme en fait foi la page 6528 du *hansard*, j'ai demandé au premier ministre suppléant si on lui avait signalé qu'un certain nombre d'infirmières sur le point d'être diplômées étaient disposées à partir en Inde pour soigner les réfugiés et les victimes du choléra. A-t-il une réponse à cette question et y a-t-il eu, comme on l'a dit des demandes de pénicilline et d'autres antibiotiques pour le traitement de l'épidémie de pneumonie prévue parmi les survivants exposés au choléra?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'aimerais prendre cette question comme préavis et donner une réponse complète demain.

* * *

LA JEUNESSE

LE MANQUE D'AUBERGES À MONTRÉAL

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une brève question au secrétaire d'État suppléant? Voudrait-il s'arrêter sur le fait qu'il n'y a pas d'auberges de jeunesse à Montréal ainsi que sur les solutions à trouver?

Une voix: Il n'y a personne ici pour répondre.

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LES DOCUMENTS RELATIFS AU PROJET «NORTHERN WILDERNESS»

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. En guise de préparation au débat de demain sur le programme «Perspectives-Jeunesse», dont je viens de donner avis, le ministre consentirait-il à étudier avec son collègue, le secrétaire d'État, l'à-propos de déposer tôt demain copie des documents, télégrammes et lettres relatifs au projet intitulé «Northern Wilderness» et familièrement appelé «Operation Marijuana»?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu la proposition du député.

LA POLLUTION

GRANDS LACS—LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE—L'ONTARIO ET L'INSTALLATION DE SYSTÈMES D'ÉGOUTS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je veux adresser une question au ministre de l'Environnement. Étant donné sa déclaration de vendredi dernier sur l'accord entre le Canada et les États-Unis, peut-il nous dire quelles sont les recommandations du rapport de 1970 de la Commission mixte internationale, rapport déposé en janvier de cette année, qui n'ont pas été approuvées à la suite des entretiens?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, autant que je m'en souviens, toutes les recommandations de la Commission mixte internationale ont été approuvées en principe. On est en train d'en régler le détail dans les négociations avec les États-Unis en vue de la rédaction de l'accord officiel qui doit être signé cet automne.

M. Orlikow: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. A-t-on calculé le coût de l'installation des systèmes d'égouts et d'aqueduc, qui sont un si grand facteur de la pollution du Saint-Laurent et des Grands lacs tant du côté canadien que du côté américain? Si oui, s'est-on entendu sur un calendrier d'exécution pour en arriver aux normes proposées par la CMI?

L'hon. M. Davis: Monsieur l'Orateur, à cela je réponds oui. Ces normes ont été établies dans le rapport déposé au cours des 12 derniers mois par la Commission mixte internationale. Elles font partie du nouvel accord. Ce qu'elles nous coûteront a été déterminé de façon assez détaillée des deux côtés de la frontière internationale. Les deux pays se sont engagés à s'y conformer dans l'accord à venir.

M. Orlikow: Une question supplémentaire. Vu les frais considérables et comme, d'après les dispositions constitutionnelles, le gros des responsabilités retombe sur les villes et les provinces, y a-t-il eu pourparlers avec les provinces ou les villes intéressées au sujet d'un programme à frais partagés pour subvenir à des frais aussi considérables?

L'hon. M. Davis: Oui, monsieur l'Orateur. Avant que nous allions à Washington, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi, une entente en principe a dû être conclue avec le gouvernement ontarien à ce sujet. La question financière fut examinée. On y met la dernière main et un accord sur les finances sera mis au point par le fédéral et l'Ontario au cours des prochaines semaines.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

LE PROJET DE SUPPRESSION DU SERVICE-VOYAGEURS OTTAWA-TORONTO

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre a-t-il transmis à la direction du Canadien National les